

LA GÉOPOLITIQUE DU GAZ DE SCHISTE ALGÉRIEN

Hocine Malti, février 2016

Une vingtaine d'activistes anti gaz de schiste d'In Salah sont actuellement poursuivis en justice. Ils ont été récemment (début février) inculpés pour sabotage et vols de biens publics, suite à une plainte déposée par l'APC (la mairie). C'est là un énorme aveu d'impuissance de la part de l'Etat qui n'a pas trouvé d'autre porte de sortie du borbier dans lequel il s'était fourvoyé face à la résistance de la population locale au projet mortifère qu'il voulait lui imposer.

Un énorme aveu d'impuissance, tout d'abord parce que ces griefs sont, d'après ce que je sais, faux. Même à supposer qu'ils soient vrais, le fait de poursuivre en justice des jeunes pour des « délits », tous comptes faits mineurs, plusieurs mois après leur occurrence, montre qu'il s'agit là d'une décision d'ordre politique et non pas judiciaire. Voilà en effet plus de 5 ans que dure la saga de l'exploitation du gaz de schiste en Algérie, cinq années durant lesquelles le pouvoir a utilisé tous les moyens dont il dispose pour imposer sa politique, pour aboutir finalement à un énorme flop. Afin de ne pas perdre la face, il doit trouver des boucs-émissaires auxquels imputer l'échec. Il montre donc ses muscles en faisant traduire en justice des jeunes dont il n'a pas pu faire plier la volonté, même en les soudoyant, comme il a coutume de le faire en pareille occasion. En parallèle, il a annoncé en catimini, par des fuites aux médias, qu'il mettait fin à la campagne de forage de gaz de schiste qui ne serait rentable, nous dit-il, que si le prix du baril de pétrole était de 80 \$ ou plus. La concomitance de ces deux annonces, l'une clamée sur tous les toits, l'autre tout juste chuchotée, est la preuve du désarroi du régime, impuissant à trouver la solution qui lui permettrait de survivre à la tourmente dans laquelle il se trouve.

Ceci étant, où est la vérité? Est-ce la chute des prix du pétrole ou est-ce la fronde citoyenne qui a poussé le régime à renoncer à son projet?

C'est la conjonction de plusieurs facteurs qui a poussé le régime d'Alger à autoriser l'exploitation du gaz de schiste. Au lendemain du limogeage de Chakib Khelil en 2010, le nouveau ministre de l'énergie découvrait la situation catastrophique des gisements, surexploités au point que des réserves importantes étaient perdues à jamais, d'où un déclin irréversible de la production pétrolière algérienne. C'était le début de la fin de la rente

pétrolière qui s'annonçait; c'étaient les assises du régime qui étaient menacées. Le ministre entamait alors des discussions secrètes avec les multinationales pétrolières dans l'espoir de les amener à investir en Algérie et relancer ainsi le secteur pétrolier. Ces dernières exigeaient et obtenaient que la nouvelle loi sur les hydrocarbures comporte des dispositions fiscales nettement plus favorables que celles en vigueur et qu'elle autorise l'exploitation des hydrocarbures non conventionnels. Au même moment, l'agence américaine de l'énergie publiait un rapport qui plaçait l'Algérie en troisième position dans le monde pour ce qui est des réserves de gaz de schiste, qu'elle estimait à 19 800 milliards de m³. Une manière de « mettre l'eau à la bouche » des responsables algériens, bien que la technique d'évaluation utilisée était peu fiable.

Mais les compagnies pétrolières étrangères, les américaines en particulier, ne se bousculaient pas pour autant au portillon, car les dispositions juridiques et financières prises par George W. Bush avaient rendu la production des hydrocarbures non conventionnels aux Etats-Unis très attrayante et par ailleurs parce que le coût des forages de GDS en Algérie est très élevé (2 à 3 fois le coût d'un forage standard). Après avoir lancé trois appels à la concurrence pour l'attribution de permis de recherche, tous trois infructueux, le régime fut pris de panique quand il se rendit compte, en septembre 2014, que le gaz de schiste algérien n'intéressait réellement pas les multinationales. Un quatrième appel à la concurrence débouchait à son tour sur un flop; malgré trois reports de l'ouverture des plis, aucun des 17 permis proposés, situés dans des zones censées recéler du gaz de schiste ne trouvait preneur. Seul Total restait intéressé et s'associait avec l'entreprise nationale Sonatrach, sur le permis de l'Ahnet, dans la région d'In Salah, sur lequel deux forages furent réalisés. Par ailleurs, Sonatrach aurait foré, à ce jour, un total de dix puits de GDS à travers l'Algérie. Si j'utilise le conditionnel, c'est parce que le chiffre est difficile à vérifier, vu que l'omerta la plus totale règne dans ce domaine.

Penchons-nous un instant sur le cas de Total. En décembre 2009, ce dernier annonçait avoir acquis, en partenariat avec la Sonatrach (51%), une participation de 49%, dont 2% pour son partenaire Partex, sur ce permis sur lequel 12 structures de gaz avaient été déjà découvertes. Total s'était engagé à mettre le gisement en production en 2015 et à fournir à Sonatrach au moins 4 milliards de m³ de gaz par an. En janvier 2015, Total reprenait sur son site internet la même annonce barrée d'un bandeau qui dit que « le permis d'exploration d'Ahnet étant arrivé à échéance le 6 juin 2014, Total n'y est plus présent depuis cette date. » Bizarre que Total ait

attendu janvier 2015 pour annoncer un fait intervenu en juin 2014. Pourquoi cela? Probablement parce qu'à cette date, la fronde d'In Salah ayant déjà commencé, il voulait faire croire à la population locale qu'il n'était nullement responsable des dangers qu'elle encourait. Seconde bizarrerie: si le permis était effectivement arrivé à échéance à la date indiquée par Total, comment se fait-il que l'associé Sonatrach ait continué à forer sur la parcelle? D'autre part, Total dit s'être retiré de la zone au moment où devait démarrer la mise en production, c'est-à-dire au moment l'on allait enregistrer les premières rentrées financières. N'est-ce pas là une attitude peu commune de la part d'une grosse multinationale telle que Total, que de renoncer, à un tel moment, à une participation dans une affaire en apparence très juteuse? A moins qu'il n'ait cédé sa participation? A qui? On ne le sait pas. A quel prix? On ne le sait pas non plus. On peut néanmoins supposer que ce serait pour une belle somme, car n'oublions pas que Total s'est engagé à livrer annuellement 4 milliards de m³ de gaz à Sonatrach; il ne peut donc se soustraire de ses obligations contractuelles sans que cela n'entraîne de graves conséquences financières. Il y a, comme on le voit, beaucoup de choses pas claires dans ce dossier. Que cherche à cacher Total qui ne peut agir de la sorte sans la complicité de Sonatrach et donc de l'Etat algérien? Que nous cache-t-on du côté algérien également? Il y a visiblement une grosse magouille derrière tout cela, voire de gros intérêts d'Etat.

Pour en revenir à l'arrêt de la campagne de forage pour le gaz de schiste, il est clair que la décision est motivée d'abord par la baisse des revenus du pays par suite de la dégringolade du prix du baril de pétrole. La politique du régime en place à Alger a, de tous temps, été de subventionner une grande quantité de produits de consommation courante. Il achète aussi la paix sociale en distribuant de l'argent et des privilèges à tout-va. Un tel système de gouvernance n'est rien d'autre que de la corruption à très grande échelle. Le régime fait ainsi des Algériens un peuple d'assistés qui, espère-t-il, ne mordra pas la main qui lui donne à manger. Cette politique a pour objectif de renforcer son pouvoir, de garantir sa pérennité et de permettre aux barons du régime de gonfler leurs comptes en banque par les nombreuses commissions qu'ils perçoivent sur la moindre transaction dans quelque domaine que ce soit, civil ou militaire. Ce système a parfaitement fonctionné tant que le prix du baril de pétrole se maintenait à un niveau élevé, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Avec un prix de 30 \$ le baril, la voracité des membres du sérail n'ayant pas diminué pour autant,

le pouvoir n'avait pas d'autre solution que de mettre fin à une aventure qui lui coûtait très cher financièrement et socialement.

Socialement, car la fronde de la population d'In Salah a également joué un rôle important dans cette décision. On a vu pour la première fois en Algérie un mouvement citoyen pacifique, sans autre revendication que le droit de vivre, durer aussi longtemps et mettre en échec toutes les tentatives de manipulation ou de récupération du pouvoir. Il est certain aujourd'hui que plus aucun forage ne sera réalisé dans un avenir proche dans la région d'In Salah. Mieux encore, la résistance de la population a rendu le pouvoir très craintif; il craint que des métastases n'apparaissent ailleurs. C'est ainsi, qu'après avoir passé un accord avec un consortium composé de compagnies émiraties et italiennes pour une campagne de forages de GDS dans la région d'Adrar, il a décidé de solliciter l'accord des citoyens de la ville au travers d'une enquête de commodo et incommodo. Je voudrais dire à ce propos que tous les Algériens devraient rendre un grand hommage aux 45 000 habitants de la ville d'In Salah, qui leur ont permis de sortir de la fausse quiétude dans laquelle ils ont vécu jusque là et de comprendre que leur avenir ne dépendait ni de Bouteflika, ni de son régime, mais qu'il était entre leurs mains. In Salah a enseigné aux Algériens qu'il leur appartenait de mettre en place un autre système économique, un système qui ferait que le pays ne dépendrait plus d'une seule et unique ressource, un système basé sur le génie et l'intelligence de l'homme, qui rendrait les citoyens plus inventifs, plus industriels et donc plus libres. Car le jour où interviendra la grande catastrophe - on y va à grands pas - les hommes du régime ne seront de toutes les façons plus là.

Est-ce que le virage pris par le régime est définitif, où bien va-t-il changer d'avis en cas de retournement de la situation sur le front des prix? Je suis personnellement convaincu que le jour où le prix du pétrole atteindra à nouveau un niveau élevé et si le même régime est encore en place à Alger, il relancera l'exploitation du gaz de schiste, d'autant plus que la décision dans ce domaine ne lui appartient pas à lui seul. Car en matière de gaz l'Algérie est au centre d'un immense puzzle mondial dans lequel interviennent de nombreux acteurs.

Tout d'abord l'Union Européenne. Le gaz consommé en Europe provient de Norvège, de Russie et d'Algérie. Nous savons que depuis quelques années déjà le monde vit une situation identique à celle de la guerre froide. La crise ukrainienne est venue cristalliser l'opposition Russie - Occident et a poussé l'UE à chercher à se libérer de sa dépendance en gaz de la Russie. On sait aussi que les Etats-Unis sont devenus exportateurs de gaz

depuis la révolution du gaz de schiste. Ils sont donc en mesure de fournir de grandes quantités à leurs alliés européens, mais le hic est la distance qui sépare les deux continents. Ils ne peuvent de ce fait approvisionner l'Europe qu'en GNL (gaz naturel liquéfié), dont le coût est très élevé en raison d'un prix de revient qui l'est également (il faut couvrir les frais de liquéfaction, de re-gazéification et de transport par méthaniers). Par ailleurs, les contrats de vente de GNL sont plus contraignants, car ce sont des contrats à long terme, dont le prix fixé au départ n'évolue pas en fonction du marché. Il en est de même pour le gaz en provenance du Qatar ou d'Australie. Compte tenu de cette contrainte, l'Algérie est le fournisseur idéal, vu qu'elle est connectée à l'Europe par plusieurs gazoducs et pourrait donc délivrer du gaz naturel à ses clients. Ce qu'elle n'est pas en mesure de faire, vu l'augmentation exponentielle de la consommation intérieure. A moins d'exploiter le gaz de schiste. C'est ce qu'a d'ailleurs annoncé, il y a quelques mois déjà, la Commission européenne, par la voix de son commissaire à l'énergie l'Espagnol Miguel Canete. Il a déclaré que la Commission envisageait un important programme de discussions et la tenue d'un forum d'affaires sur le gaz avec les Algériens dans le courant de 2016. Au cours de ces discussions seraient analysées « les raisons chroniques pour lesquelles les Algériens n'investissent pas suffisamment dans la production de gaz naturel », tout comme seront examinées « les possibilités d'extraire les réserves non exploitées de gaz, conventionnel et non conventionnel ». Miguel Canete a également indiqué que les Européens voudraient que soient modifiées les règles qui régissent l'investissement étranger dans le secteur pétrolier algérien et que le prix de cession du gaz soit celui du marché du spot.

Cette approche est pour le moment au point mort. Du côté algérien, on rejette ces deux exigences, tandis que du côté européen on semble avoir mis provisoirement le dossier sous le coude. D'ailleurs, on ne semble plus être aussi déterminé à remettre en cause les contrats de livraison de gaz russe qu'on l'était il y a un an. On attend apparemment de voir comment vont évoluer les relations très complexes de l'Occident avec la Russie (dossier syrien, dossier iranien, boycotts réciproques, évolution de la situation interne en Ukraine, etc.) Je suis cependant convaincu que le jour où le dossier sera réactivé et que commenceront à s'exercer des pressions européennes, le régime algérien ne sera pas aussi intransigeant qu'il semble l'être aujourd'hui, car il s'agit pour lui (de son point de vue tout au moins) d'une question de vie ou de mort.

Les Etats-Unis sont l'autre acteur de poids que l'on voit intervenir sur la scène pétrolière algérienne. Afin d'éviter que le virus de la contestation anti gaz de schiste n'atteigne le noyau dur de la Sonatrach, le pouvoir avait fait appel à un « spécialiste indépendant » américain pour prêcher « la bonne parole » aux cadres supérieurs de la Sonatrach. Ce « spécialiste », un certain Thomas Murphy, est directeur du Penn State Marcellus Center, un centre de recherche focalisé sur le gisement Marcellus, probablement le plus grand gisement de gaz de schiste américain. Quand on sait que la gestion et le financement de ce centre sont assurées par quelques 300 firmes qui toutes interviennent, à un titre ou à un autre, sur ce gisement, on peut donc aisément imaginer ce que cet invité a pu dire lors de son exposé aux cadres supérieurs de Sonatrach. L'administration américaine a, elle aussi, réagi. De passage à Alger, en mars 2015, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, Mr. Charles Rivkin, a déclaré lors d'une conférence de presse organisée à l'ambassade américaine « qu'il n'était pas là pour dire aux Algériens ce qu'il y avait lieu de faire en matière de gaz de schiste, mais que leur pays disposait néanmoins de potentialités énormes dans ce domaine et que son pays pourrait leur fournir l'expertise et l'appui technologique nécessaires, s'ils le souhaitaient », tout comme il a vanté les bienfaits de l'exploitation du gaz de schiste. Quel cynisme! Tenir de tels propos alors qu'aucune compagnie américaine n'a fait montre d'un intérêt quelconque pour le gaz de schiste en Algérie! Et c'est tant mieux! Sauf que, venant de la part d'un représentant officiel américain, c'est là plus qu'une recommandation, c'est un ordre signifié aux Algériens.

Les desiderata européen et américain restent néanmoins en suspens pour le moment; ils continueront à l'être tant que le prix du baril de pétrole restera bas et tant qu'il y aura surabondance de gaz sur le marché, c'est-à-dire durant 2 à 3 années encore au minimum.

Qu'en sera-t-il de la situation intérieure du pays dans l'intervalle? Les réserves financières de l'Algérie lui permettent de tenir le coup encore 3 ans au maximum. Sachant que rien n'a été fait par le régime en place pour préparer ce qu'il appelle l'après-pétrole, il lui faudra ce jour-là aller frapper à la porte du FMI et solliciter des crédits. Jusqu'à quand la paix fragile qui semble régner dans le pays sera-t-elle maintenue, sachant que le pouvoir devra dorénavant renoncer à la politique laxiste qui a été la sienne jusqu'à ce jour? Il sera, qu'il le veuille ou non, dans l'obligation de le faire le jour où il lui faudra se soumettre aux fourches caudines du FMI. Si des troubles venaient à survenir - il y a de grandes chances que cela advienne -

qu'en sera-t-il des livraisons de gaz éventuelles vers l'Europe? Quelle sera la réaction de l'UE? Quelle sera l'attitude des Etats-Unis? Voleront-ils au secours du régime? L'aideront-ils à maintenir une certaine paix sociale, par la force si nécessaire, et garantir ainsi l'approvisionnement de leurs alliés européens en gaz? Ce qui leur permettrait, soit dit au passage, de préserver aussi ces alliés d'une nouvelle vague de réfugiés. Privilégieront-ils plutôt le « chaos utile »? Autant de questions sans réponses pour le moment. Mais dans tous les cas de figures, l'avenir de l'Algérie n'est pas rose.